

Journal of Rural and Community Development

Mise en place, développement et vitalité d'une coopérative de solidarité en milieu nordique : un exemple socialement innovant à Baie-Johan-Beetz (Minganie, Côte-Nord, Québec)

Authors: Laurie Guimond & Julie Plante

Citation:

Guimond, L., & Plante, J. (2022). Mise en place, développement et vitalité d'une coopérative de solidarité en milieu nordique : un exemple socialement innovant à Baie-Johan-Beetz (Minganie, Côte-Nord, Québec). *The Journal of Rural and Community Development*, 17(2), 151–176.

Publisher:

Rural Development Institute, Brandon University.

Editor:

Dr. Doug Ramsey

Open Access Policy:

This journal provides open access to all of its content on the principle that making research freely available to the public supports a greater global exchange of knowledge. Such access is associated with increased readership and increased citation of an author's work.



**BRANDON
UNIVERSITY**
Founded 1899



Mise en place, développement et vitalité d'une coopérative de solidarité en milieu nordique : un exemple socialement innovant à Baie-Johan-Beetz (Minganie, Côte-Nord, Québec)

Laurie Guimond

Université du Québec à Montréal
Montréal, Québec, Canada
guimond.laurie@uqam.ca

Julie Plante

Citoyenne engagée de Baie-Johan-Beetz
Baie-Johan-Beetz, Québec, Canada
julpla@hotmail.com

Résumé

À partir de l'expérience de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz (Minganie, Côte-Nord, Québec), cet article porte sur le pouvoir d'agir d'une petite communauté nordique de 78 résidentes et résidents qui déploie de grands projets, et ce, malgré une géographie qualifiée de défavorable. La littérature sur les modèles centre-périphérie, sur l'innovation sociale et sur le rapport au territoire y est mobilisée pour aborder l'enjeu du développement local dans les milieux de vie du Nord. Au croisement des savoirs académiques et citoyens et fondés sur une méthodologie proche du terrain, cet article se construit autour du récit de la naissance, du développement et de la vitalité de cette coopérative de solidarité baie-johannaise durant la dernière décennie. Dans un contexte de lutte locale contre la dévitalisation et la fermeture de services de proximité, cette communauté offre un exemple de la capacité de mobilisation autour d'un projet collectif et d'innovation sociale dans un milieu de vie nordique. Les conclusions permettent de souligner l'urgence d'un changement du modèle de gouvernance du Nord prônant et valorisant plutôt un développement local, au bénéfice des communautés nordiques autant que des relations entre le Québec du Nord et du Sud.

Mots clés : milieu de vie nordique, périphérie, innovations sociales, coopérative, Baie-Johan-Beetz, Minganie, Québec.

À Baie-Johan-Beetz (Piashti-Baie) qui célèbre ses 150 ans en 2022.

The Creation, Development and Vitality of A Solidarity Cooperative in a Northern Community: The Socially Innovative Example of Baie-Johan-Beetz (Minganie, Côte-Nord, Québec)

Laurie Guimond

Université du Québec à Montréal
Montréal, Québec, Canada
guimond.laurie@uqam.ca

Julie Plante

Citoyenne engagée de Baie-Johan-Beetz
Baie-Johan-Beetz, Québec, Canada
julpla@hotmail.com

Abstract

The present paper, which is based on the experience of the Baie-Johan-Beetz Solidarity Cooperative, examines the efforts of a small Northern community of 78 residents to empower itself and which, despite its unfavourable geographical location, is developing large projects. To address the issue of local development in Northern living environments, it draws on the literature bearing on centre-periphery models, social innovation and relationships to territory. Situated at the crossroads of academic and citizen-based knowledge, and rooted in fieldwork-related methodology, the paper is built around the story occurring over the last decade of the birth, development and vitality of the Baie-Johan-Beetz Solidarity Cooperative. Set against a backdrop of local struggles fighting the deterioration and closure of local services, the community in question provides an example of the ability to mobilize Northern communities around a collective and socially innovative project. The conclusions underscore the urgent need for change in the Northern governance model, with a view to promoting local development for the benefit of Northern communities, as well as improving relations between Northern and Southern Quebec.

Keywords: Northern community, periphery, social innovations, cooperative, Baie-Johan-Beetz, Minganie, Québec

1.0 Introduction

Au Québec, le Nord est souvent considéré par le Sud, dont les entreprises extractives mondialisées et les gouvernements, comme un vaste bassin de ressources naturelles à exploiter. Par Nord, nous entendons à la suite de Louis-Edmond Hamelin (2000) les territoires situés au-delà des deux cents valeurs polaires, ce qui inclut la Minganie, à l'est de la Côte-Nord. Au-delà de cette limite relative, empiriquement construite et documentée, le Nord est aussi subjectif, et dépend des perceptions, des représentations et des pratiques des individus et des communautés qui le peuplent vis-à-vis du Sud, c'est-à-dire vis-à-vis de centres de décisions situés au sud du pays. Ainsi, dans l'héritage d'un modèle territorial centre-périphérie daté, la logique voudrait que le Nord constitue une périphérie exploitée par et pour le Québec laurentien central. Les pôles décisionnels politiques et administratifs sont au centre, la culture et les schèmes de penser et d'agir dominants sont déterminés par le centre, au profit du centre.

Et si la périphérie devenait le centre? Et si les solutions déployées au Nord grâce aux innovations portées par ses populations face aux enjeux globaux de développement des territoires rayonnaient davantage? Ces interrogations, qui visent une meilleure justice sociale, territoriale et économique, seront explorées à partir du cas de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz, présenté sous forme d'un récit doublé d'une analyse qualitative construit à partir de la description dense et de la théorisation ancrée¹. Cette double approche sera aussi l'occasion de montrer la richesse que peut apporter le croisement des savoirs académiques et citoyens, croisement qu'illustre le statut des deux autrices. Le cadre théorique au fondement de notre réflexion repose sur l'héritage des modèles centre-périphérie nordiques, sur les capacités locales de mobilisation et d'innovation sociale, et sur le rapport au territoire et la valorisation des milieux de vie du Nord.

Cet article se veut une réflexion sur la portée du pouvoir d'agir à Baie-Johan-Beetz, en Minganie, sur la Côte-Nord au Québec. Au sud la mer, au nord la taïga, à l'est la route 138 qui s'achève un peu plus d'une centaine de kilomètres plus loin, à l'ouest cette même route qui la rattache au Québec depuis 1996, cette petite communauté aux grands projets abrite 78 résidentes et résidents permanents en 2021 (statistiques annuelles comptabilisées par la municipalité). À 1 185 kilomètres de Montréal, certain·e·s diront qu'elle est éloignée de tout. Ici, on considère plutôt que c'est le reste du Québec qui est loin. Tout est une question de perception, de positionnement géographique, d'horizon et d'ouverture. En 2022, Baie-Johan-Beetz fête ses 150 ans. Si elle s'épanouit toujours en tant qu'entité territoriale distincte, c'est en raison des forces vives de la communauté locale, de leur détermination et de leur capacité de générer du développement par l'innovation sociale, et ce malgré une géographie qualifiée de défavorable.

2.0 Milieu de vie nordique, modèle centre-périphérie et innovation sociale

Le Nord est un milieu de vie qui est peu connu et peu compris par le Sud. S'y rendre demande une raison, du temps, des moyens de locomotion fiables et, plus que tout, une curiosité et une ouverture. Les représentations véhiculées à propos du Nord dans

¹ Il s'agit respectivement de la *thick description* de Geertz, traduite en ces termes par Mary (1998), et de la *grounded theory* de Glaser et Strauss, traduction proposée par Paillé (1994).

les médias et l'opinion publique sont très axées sur le développement des ressources naturelles, comme en témoignent les visées économiques et la structure capitaliste des politiques des gouvernements actuels et de leurs prédécesseurs. S'il est vrai que le Québec du Nord est riche en ressources minières, forestières, hydriques et fauniques, les autres formes de développement, dont l'économie sociale générée par les innovations qui se déploient dans les milieux de vie du Nord, demeurent peu valorisées et étudiées alors qu'elles représentent pourtant un intérêt collectif pour l'ensemble du Québec.

Le modèle de développement québécois traditionnel piloté par le centre métropolitain et fondé sur l'exploitation des ressources premières dans les régions périphériques a certes été remplacé depuis les années 1990 par un modèle plus diversifié, mais il subsiste encore des héritages de cette logique descendante extractiviste. Bien que moins interventionniste, le gouvernement reste un acteur majeur des décisions concernant l'exploitation des ressources naturelles, au côté des entreprises privées et des organisations non gouvernementales environnementales, et la logique d'archipel qui a laissé la place à celle de centre-périphérie dans le cadre de la décentralisation n'en témoigne pas moins d'un paradigme maintenu de gestion par le haut des ressources (Fournis, 2018). S'il n'y a pas à l'échelle nationale une dichotomie simple entre un centre métropolitain et une périphérie régionale, on y trouve en revanche une multiplicité et un emboîtement de rapports entre divers centres, périphéries et marges, donnant lieu à des gradients de marginalité ou de centralité dans le cadre d'inégalités dues à la fois à la compétition marchande et à un système hégémonique développé depuis le supercentre métropolitain (Petrov, 2012)². Dans cette configuration, la Côte-Nord tend à être considérée par le centre décisionnel québécois comme une région ressource, et se retrouve en situation de dépendance économique vis-à-vis de ce dernier. L'héritage de cette logique extractiviste a généré, dans des territoires fragiles socialement et économiquement, une certaine dépendance au sentier (*path dependency*) qui met les populations locales au défi de renouveler le modèle de développement de leur territoire et de tracer de nouveaux chemins (Carson et al., 2017).

L'un des changements majeurs de notre époque est la pression accrue exercée par les acteurs des milieux dans les politiques publiques régionales et territoriales, et la remise en cause de la place des ressources dans l'avenir économique du Québec. Historiquement, les régions québécoises ont servi, de manière fonctionnelle et utilitariste, au déploiement du mouvement de la nationalisation du Québec, par le chemin de l'autonomie économique. Les grands travaux hydroélectriques réalisés en territoire eeyou, communément appelé la Baie-James, en sont une illustration éloquentes (Desbiens, 2015). Comme Fournis (2018, p. 208), nous en appelons à un « droit à habiter pleinement son territoire » et à la promotion d'une logique ascendante, dessinée par et pour les habitants des périphéries, dans le cadre de la définition de projets collectifs cohérents. Les réactions au Plan Nord de 2011 témoignent bien de cette nouvelle donne. Le Plan et les discours qui s'y rapportent ont beau mettre l'accent sur le développement durable et l'inclusion des populations locales autochtones et allochtones, il subsiste une attitude générale dictée par une logique marchande et mondialisée, dont l'enjeu est avant tout la mise en valeur de ressources dans une perspective économique capitaliste (Gombay, 2013; Rivard &

² Notons que Petrov traite bien de la Côte-Nord, mais ne la classe pas parmi les « régions du Nord » canadiennes. Son analyse reste toutefois compatible avec la nôtre.

Desbiens, 2011). Ne trouvant pas leur compte dans la vision imposée depuis le Sud par le gouvernement, certain·e·s Autochtones ont protesté, proposant des plans alternatifs fondés sur des visions du monde radicalement différentes et un développement choisi (Gombay, 2013; Rodon & Therrien, 2017). Il ne s'agit pas de rejeter en bloc toute entreprise d'exploitation des ressources naturelles du Nord en général, ou toute entreprise venue du Sud en particulier, mais de prendre en compte le caractère non vierge, habité du Nord, et les populations nordiques qui l'occupent et qui y ont développé des territorialités uniques. Le développement du Québec du Nord doit passer par l'implication de ses populations, que ce soit par la construction de projets qui leurs soient propres ou par le souci de veiller à ce que tout projet exogène réponde aux préoccupations locales. En cela l'intérêt du Sud pour le Nord, tout en menaçant d'ouvrir ce territoire à l'appétit d'entreprises capitalistes potentiellement prêtes à rejouer le scénario de l'extractivisme, peut aussi constituer une opportunité pour les populations du Nord de faire valoir leur vision, de se faire entendre, et de faire primer des représentations locales interculturelles et multiculturelles sur un imaginaire pionnier hégémonique (Rivard & Desbiens, 2011). Le défi est d'autant plus grand sur la Côte-Nord qui fut la première région du Nord ouverte à la colonisation, ce qui entraîna une marginalisation des Autochtones plus importante qu'ailleurs dans le Nord et se traduit aujourd'hui par une moindre autonomisation et de plus faibles transferts de pouvoirs en faveur des populations locales, qu'elles soient autochtones ou pas (Rodon & Therrien, 2017).

Cet article s'inscrit dans la suite des recherches avançant que le Nord est un milieu de vie à part entière, où les habitants ont le droit et les capacités de décider leur propre voie. Les spécificités propres au Nord sont ancrées non seulement dans un milieu particulier, mais aussi dans des pratiques territoriales, des représentations, des significations, des émotions, des identités et un sentiment d'appartenance qui constituent la nordicité, soit l'état du Nord (Chartier, 2018; Hamelin, 1975 et 2000). Nous nous attachons tout particulièrement à la littérature sur l'habiter et sur la co-construction des humains et du territoire, de l'idéal et du matériel. Ainsi, en désignant le Nord comme un *milieu de vie*, nous entendons recouvrir ces allers-retours entre les habitant·e·s qui *façonnent* et *transforment* le territoire, et sont façonnés et transformés par lui, tangiblement, mais aussi dans la pensée et les émotions (Sack, 1993). Cette approche s'articule bien avec les perspectives développementales ancrées dans les territoires du quotidien dans les communautés rurales et périphériques, nommées en anglais *place-based approach* ou *place-based development* (Harwood et al., 2016; Vodden et al., 2015) ou *community-based research* (Halseth et al., 2016). Ces perspectives embrassent toutes un développement local situé, par et pour les communautés et les territoires qu'elles habitent. Ce type de développement « est une intervention holistique et ciblée qui cherche à révéler, à utiliser et à améliorer les capacités naturelles, physiques et/ou humaines uniques présentes dans un milieu particulier en vue de favoriser le développement de la communauté *in situ* et/ou de son environnement biophysique » (Markey et al., 2015, p. 878 : traduction libre). Ainsi, les milieux de vie participent au développement, plutôt que d'en subir passivement les contrecoups.

La naissance et l'histoire de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz entrent dans le champ de l'innovation sociale, en tant que nouvel arrangement social et organisationnel mis en place localement en réaction à une situation ressentie de manque de services locaux et de solutions de développement (Klein et al., 2015), dans un contexte général de confrontation avec d'autres projets et visions, portés par d'autres acteur·rice·s aux intérêts divergents (Harrisson & Klein, 2007). Notre objet

d'étude constitue un exemple d'innovation sociale en lui-même, dans un cadre plus large de transformation sociale locale. Nous nous inscrivons ainsi dans la foulée des travaux qui prônent une approche du « développement par l'initiative locale » (Klein, 2011), par des acteur·rice·s « qui prennent graduellement conscience de l'importance de mettre en place des conditions et de se doter des capacités nécessaires pour assurer le contrôle de l'évolution de leur communauté, et ce, dans un contexte où les ressources à leur portée changent » (Fontan & Klein, 2020, p. 224), bref par l'action citoyenne (Doyon et al., 2020; Llana, 2011). La « conscience territoriale » est le moteur d'actions collectives qui donnent aux citoyen·ne·s un pouvoir d'agir et d'avancer (Klein et al., 2011). Cette conscience territoriale est fortement vécue dans les petites communautés nordiques (Guimond, 2007). Les innovations s'articulent et sont « encadrées » (Alberio, 2015) sur un territoire qui leur sert de base, d'où l'importance de tenir compte de leurs conditions géographiques, en l'occurrence périphériques et rurales (Doloreux & Dionne, 2008; Neumeier, 2012). À leur tour, les innovations sont transformatrices des milieux de vie et contribuent à un développement social, environnemental et économique plus juste et équitable, voire au bien commun. Elles obligent un changement de paradigme qui prône un développement juste, dans des conditions justes, traduction libre de « *just development on just terms* » (Poelina et al., 2021, p. 9).

3.0 Une méthodologie ancrée au territoire

L'une des autrices de cet article, Julie Plante, est une citoyenne impliquée de Baie-Johan-Beetz qui a cofondé la coopérative de solidarité. Elle est présidente du conseil d'administration depuis près d'une dizaine d'années. L'autre autrice, Laurie Guimond, est géographe et professeure d'université, et elle fréquente et habite Baie-Johan-Beetz et la Minganie pour des séjours prolongés de plusieurs mois depuis une vingtaine d'années. Nous sommes toutes les deux attachées à ce village et nous avons personnellement vécu, à différents degrés, les étapes du projet de la coopérative par le truchement de notre implication bénévole, très investie pour Julie Plante, davantage ponctuelle et discontinue pour Laurie Guimond. C'est pourquoi nous optons pour une méthodologie proche du terrain et attachée au récit, reconnaissant et assumant notre situation ancrée au territoire et à l'objet considéré, puis nos relations interpersonnelles avec les acteur·rice·s impliqué·e·s. Dans cette posture de participation entière, notre effort d'objectivation passe par la transparence quant au rapport au terrain et à nos expériences vécues, et par la présentation de nos inspirations méthodologiques (Waitt, 2016).

L'analyse par théorisation ancrée de Glaser et Strauss consiste, plutôt qu'à se fonder sur une théorie préexistante, à demeurer au plus près des données collectées sur le terrain lors de l'analyse. Ce processus est itératif : les données sont analysées au fil de la cueillette, la réalité observée et l'analyse en cours sont constamment comparées (Paillé, 1994). Nous retenons cette méthode interprétative car elle permet de théoriser, à mesure de l'avancée de notre recherche, davantage dans une optique exploratoire que dans la volonté de tirer de grandes conclusions théoriques. Cette approche inductive et cette ouverture aux savoirs situés et à l'expérience des acteur·rice·s de la Coopérative et des habitant·e·s de Baie-Johan-Beetz ont guidé notre démarche et ont permis de valider nos interprétations. Nous avons appuyé *in fine* nos efforts d'interprétation avec les théories présentées dans la partie précédente, dans un dialogue entre approches inductive et déductive, entre théories et données, afin d'enrichir notre lecture (Herbert, 2010).

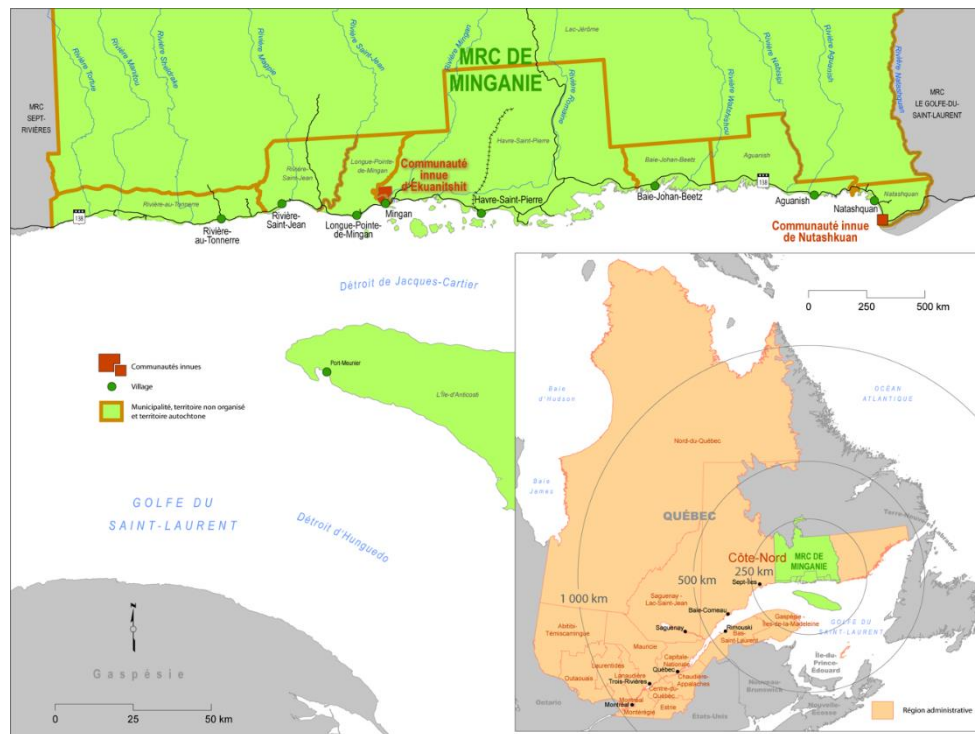
Par ailleurs, le choix de présenter un récit s’inspire des travaux sur la description dense de Geertz (1998), qui appuie l’idée que les données ne sont pas des observations pures, mais bien des interprétations élaborées à partir d’une myriade d’autres interprétations qui les précèdent. L’observateur·rice est alors au cœur de l’expérience et de l’action, ce qui lui permet une compréhension approfondie de l’objet d’étude (Mansvelt & Berg, 2016). Il s’agit ici de rendre compte et d’interpréter le point de vue des personnes impliquées, en l’occurrence des acteur·rice·s de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz, et d’analyser leurs solutions innovantes face à l’absence de certains services de proximité. Si nous reconnaissons le potentiel que recèle le récit pour ouvrir des pistes interprétatives, nous ne perdons pas de vue les écueils de la description dense, notamment le risque de s’écarter du contexte d’élaboration des données (Mary, 1998; Costey, 2003). La théorisation ancrée présentée précédemment nous gardera de cette décontextualisation.

4.0 Une géographie défavorable compensée par un milieu de vie dynamique

La municipalité de Baie-Johan-Beetz est localisée dans la municipalité régionale de comté (MRC) de Minganie, située dans la région administrative de la Côte-Nord au Québec (figure 1). Au moment d’écrire ces lignes, elle compte 78 résident·e·s qui y vivent en permanence auxquel·le·s s’ajoutent des villégiateur·rice·s et des touristes pendant la courte saison estivale. Peu de jeunes habitent à Baie-Johan-Beetz. La municipalité compte toutefois sur une population vieillissante dynamique et particulièrement impliquée dans l’espace associatif : 8 % est âgée entre 3 et 19 ans, 41 % a entre 20 et 59 ans et 51 % a 60 ans et plus (statistiques compilées par la municipalité de Baie-Johan-Beetz, 2021). La population active de 20 ans et plus compte pour 49 %. Elle œuvre dans les secteurs de la vente, des services et de l’alimentation (24 %), du tourisme, des arts et de la culture (24 %), de la santé et de l’éducation (24 %), de la construction, du transport et du génie civil (12 %), et des services publics (16 %). Les Baie-Johannais·es occupent des emplois dans leur municipalité, mais aussi dans les communautés voisines de Havre-Saint-Pierre, de Natashquan et de Nutashkuan.

Havre-Saint-Pierre est la municipalité de la Minganie la plus peuplée (3 361 hab. en 2021). Près de la moitié de la population totale de cette MRC y réside. Baie-Johan-Beetz fait partie des sept autres municipalités qui comptent toutes moins de 300 personnes sauf Longue-Pointe-de-Mingan (426 hab.), auxquelles s’ajoutent les deux communautés innues de Nutashkuan (1 115 hab.) et d’Ekuanitshit (639 hab.) (MAADNC, 2019; MAMH, 2021). Cette répartition inégale de la population engendre inévitablement une centralisation des services et des activités à Havre-Saint-Pierre où l’on trouve un hôpital, une école secondaire, un centre aquatique, une épicerie, une quincaillerie, un magasin de bureautique, des restaurants, des établissements hôteliers, plusieurs infrastructures de la Réserve de parc national de l’Archipel-de-Mingan et de nombreux autres services dans divers secteurs.

Figure 1 : Carte de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Minganie (Côte-Nord, Québec).



Source : André Parent, GÉOLAB, Département de géographie, UQAM.

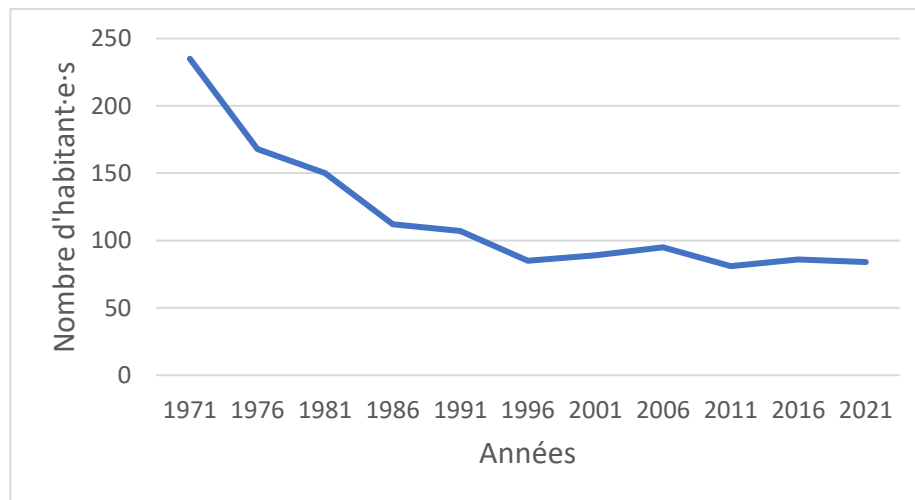
L'indice de vitalité économique de la Minganie, qui compile des données sur le marché du travail, le niveau de vie et le dynamisme économique, permet, malgré ses limites, de révéler certaines disparités sociodémographiques et économiques en comparaison aux autres MRC du Québec (MAMH, 2018). La moyenne québécoise étant fixée à zéro, les municipalités ayant un indice inférieur à moins cinq (-5) sont considérées parmi les milieux les plus dévitalisés du Québec. À l'exception de Havre-Saint-Pierre, l'indice de l'ensemble des communautés innues et minganoises se classe sous la moyenne provinciale. La situation est particulièrement critique pour les municipalités de Rivière-au-Tonnerre (-12,1), d'Aguanish (-10,94), de Natashquan (-8,56), de Rivière-Saint-Jean (-7,67), et de l'Île-d'Anticosti (-6,78). Natashquan (-1,02), Baie-Johan-Beetz (-1,83), Ekuanitshit (-2,78) et Longue-Pointe-de-Mingan (-3,9) se situent dans une meilleure posture à l'échelle de la MRC.

D'autres statistiques récentes de l'Institut de la statistique Québec (ISQ) confortent ce portrait plutôt précaire de la MRC de Minganie. La population y est vieillissante et les jeunes tendent à quitter vers l'ouest et le sud pour les études et le travail. En 2019-2020, la Minganie accuse un solde migratoire interrégional déficitaire de -15 habitant·e·s (ISQ, 2021), contribuant à la situation de dépeuplement observée à l'échelle de la Côte-Nord, dont le solde est de -214 pour la même année. Depuis 2001, les seules années qui ont connu un solde migratoire positif en Minganie sont 2008 et 2009. Cette situation est probablement attribuable à l'agrandissement de la mine de fer et titane de Rio Tinto près de Havre-Saint-Pierre et au lancement du projet hydroélectrique de la Romaine, attirant plusieurs centaines de travailleur·euse·s (MRC de Minganie, 2013). Elle illustre la dépendance des petites communautés minganoises à l'économie des ressources minières, hydrauliques et forestières, en pleine expansion

sur la Côte-Nord. Les fluctuations de la population sont très sujettes aux projets extractivistes. Les tendances démographiques de Baie-Johan-Beetz n’y échappent pas, quoique depuis les années 1990, la population se maintient³ (figure 2).

Les défis d’attraction et de rétention de la population sont grands, décuplés encore devant une pénurie de logements, exacerbée par le phénomène de résidences secondaires et les cycles d’expansion et de ralentissement de l’économie des mines, de l’hydroélectricité et du tourisme de plein air, de la chasse et de la pêche (pourvoiries). Ce portrait témoigne de la fragilité des petits milieux nordiques et colle à l’image des problèmes observés dans d’autres régions périphériques (Carson, Brouder & de la Barre, 2017 ; Kinossian, 2018 ; Petrov, 2012 ; Peuziat *et al.*, 2012 ; Simard, 2016), comme celles étudiées en Australie par Carson et Carson (2014) dont la caractérisation des huit « D » (déconnectées ; discontinues ; diverses ; détaillées ; dynamiques ; distantes ; dépendantes ; délicates) permet d’en cerner les géographies sociale et économique et les patrons de mobilités sous-jacents.

Figure 2 : Évolution de la population de Baie-Johan-Beetz, de 1971 à 2021.



Source : Recensements de Statistique Canada.

Malgré ces perspectives incertaines, se trouvent des gens qui vivent et s’épanouissent au sein de ces milieux de vie plus austères, et ce pour toutes sortes de raisons, qu’il s’agisse de la qualité de vie, de la quiétude, de l’accès aux activités de plein air, des possibilités d’innovation sociale, ou du dynamisme culturel, artistique et communautaire. C’est le cas à Baie-Johan-Beetz, village pittoresque avec ses trottoirs de bois, son château et ses coquettes maisons perchées sur des rochers dénudés face au littoral (figures 3 et 4). La municipalité bénéficie déjà d’une conscience territoriale de ses habitant-e-s, base essentielle pour la multiplication des innovations sociales (Klein, 2014), comme en témoignent par exemple un balado

³ À quelques kilomètres de Baie-Johan-Beetz, une mine de feldspath a été en opération de 1954 à 1959 et certains travaux se sont prolongés jusqu’en 1962. Sa fermeture a engendré une migration vers d’autres villes de la Côte-Nord et d’ailleurs au Québec. Parallèlement, certaines familles sont restées dans l’espoir que la mine soit rachetée et réexploitée car sa fermeture était liée aux problèmes financiers du propriétaire, et non à sa viabilité économique. À partir des années 1970, ces dernières ont assumé le fait qu’il n’y aurait pas de réouverture de la mine à court terme et ont quitté, ce qui explique essentiellement le déclin démographique subséquent de la population de Baie-Johan-Beetz.

qui permet d'entendre certaines voix locales (Visage régionaux, 2021a) et le livre d'Anne-Marie Tanguay, l'une des historiennes du village, *Quand j'étais chez mon père: l'histoire d'un village: Baie-Johan-Beetz* (2022). Les Baie-Johannais-es évoquent parfois le « magnétisme » qui les habite et qui les ancre dans ce territoire (Visages régionaux, 2021b). Avec le Comité des loisirs, la Société historique de Piastrebaie, l'Église-Fabrique, le Comité MICA (Mouvement intergénérationnel pour une communauté active), le Comité de la bibliothèque municipale affiliée au Réseau BIBLIO de la Côte-Nord, la vie communautaire est particulièrement animée.

Ce dynamisme local n'est pas étranger aux stratégies déployées par les générations antérieures qui résonnent et pavent la voie aux initiatives de développement territorial d'aujourd'hui. Le modèle coopératif n'est pas nouveau à Baie-Johan-Beetz : il y a déjà eu une coopérative pour l'électricité mise sur pied en 1962, rachetée par Hydro-Québec en 1964, en plus d'une caisse populaire en 1958. Cette communauté jouit d'un historique d'innovations et de créativité impulsé par sa condition géographique qui a fait en sorte que, de tout temps, elle s'est chargée de sa propre destinée. Une des fondatrices de la Coop le relate avec éloquence : « À Baie-Johan-Beetz, on a toujours eu l'habitude de se prendre en charge, de se retrousser les manches. Ici, les gens ne sont pas pauvres de moyens. Il y a ici une grande intelligence collective et une volonté affirmée d'être reconnus comme des créateurs » (discussion avec une actrice-clé, 16 juin 2021).

À Baie-Johan-Beetz, le refus obstiné de perdre un service de proximité prime et mène régulièrement à des batailles pour conserver les acquis. Que ce soit pour se soigner, s'éduquer, se nourrir ou encore se développer, les mobilisations citoyennes et municipales sont pratiques courantes à Baie-Johan-Beetz. Citons par exemple la mobilisation pour assurer les services de santé au centre local de services communautaires (CLSC), communément nommé le « dispensaire » (Turgeon-Pelchat & Richardson, 2015), celle pour maintenir l'école Saint-François-Régis ouverte, ou cette autre pour la relance économique à la suite du feu de forêt de l'été 2013 ou enfin celle pour créer la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz.

Figure 3 : Photo du village de Baie-Johan-Beetz, novembre 2021.



Source : Julie Plante, collection personnelle.

Figure 4 : Photo de l'inauguration officielle de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz, septembre 2011.



Source : Julie Plante, collection personnelle.

5.0 La Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz : contre vents et marées, un pari audacieux

À la suite de la fermeture du dernier magasin général du village en 2003, parcourir près de 70 kilomètres pour aller faire son marché à Havre-Saint-Pierre devient problématique pour les Baie-Johannais-es, incluant les nouvelles populations qui y ont élu domicile au cours des dernières années. Un sentiment d'urgence pour se redonner un service de proximité en épicerie et en essence devient de plus en plus palpable dans la population. Un comité provisoire est alors créé en 2008 par des concitoyen-ne-s pour réfléchir sur la question et envisager une solution concrète. Il devient rapidement le premier conseil d'administration (C.A.) de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz, affectueusement surnommée « la Coop ». Autour de la table, des personnes motivées, aucunement spécialisées dans le domaine de l'alimentation, sont prêtes à se donner corps et âme et se lancent dans une épopée de réunions, de réflexions et de décisions. Un chargé de projet rémunéré par la municipalité est désigné pour assurer le bon déroulement des différentes étapes menant à création de la coopérative. La Coop ouvre officiellement ses portes en 2011. L'initiative s'opère dans un contexte politique favorable, notamment avec la création en 2001 de la Politique nationale de la ruralité⁴.

La Coop regroupe aujourd'hui trois volets : 1) l'épicerie Les Choix de Marguerite qui offre plusieurs services (alimentation, café-rencontre, réseau internet gratuit, essence, produits de la Société des alcools du Québec, légumes frais de la serre communautaire, comptoir de Postes Canada, produits artisanaux locaux et régionaux); 2) les Jardins de Marguerite (serre communautaire); 3) le prêt-à-manger.

⁴ Cette dernière, à travers la mise en place de pactes ruraux, vise à soutenir les municipalités rurales, particulièrement celles confrontées à des problèmes de dévitalisation, par le soutien de la prise en charge locale de leur propre développement.

Elle compte une dizaine de bénévoles qui offrent leur aide ponctuellement⁵ et cinq employé·e·s salarié·e·s. En période estivale, des étudiant·e·s prêtent main-forte à l'équipe. Le chiffre d'affaires de la Coop est aujourd'hui d'un million de dollars.

La Coop est une innovation sociale, non pas uniquement à cause de sa formule coopérative, mais aussi et surtout en raison du type de coopérative souhaitée par ses usager·ère·s et par les aspirations que ses acteur·rice·s cherchent à rejoindre. Nous nous penchons ici sur sa mise en place et sur les défis auxquels elle se confronte depuis sa création.

5.1 Les défis

Premier défi : trouver un terrain qui convient à la construction de la Coop. Les terrains disponibles à l'époque ne répondent pas aux critères de localisation d'une épicerie, ceux-ci étant situés trop loin du passage de la route 138. Une Baie-Johannaise offre alors de céder une partie de son terrain privé qui se rend jusqu'à la « grande route ». Un travail de débroussaillage, essentiellement des aulnes, est alors accompli par des bénévoles. Le terrain est très rocailleux et contient des « crans de roche », c'est-à-dire des crevasses dans le roc, nécessitant du remplissage. Non loin du village se trouve une carrière où l'on prélève déjà du gravier pour les travaux effectués sur la route 138, gravier qui est aussi utilisé pour la préparation du terrain de la future Coop, ce qui permet d'économiser les frais de transport du gravier nécessaire à la préparation du terrain qui accueillera la Coop.

Deuxième défi : trouver des subventions répondant aux critères du projet. La construction des locaux de la Coop demande un financement considérable. Après une étude approfondie des possibilités de financements et de plusieurs allers-retours avec les instances régionales et provinciales, le chargé de projet trouve de nouvelles possibilités qui pourraient bonifier le projet. Il serait ainsi possible d'obtenir du financement supplémentaire en annexant la Coop avec les bureaux municipaux et en s'assurant que la bâtisse réponde aux normes de construction écologique, ce qui ferait passer le montant initial anticipé de coût de construction de 400 000 dollars à 1,2 million. Était-il souhaitable, voire nécessaire, de se lancer dans une augmentation substantielle de coûts pour diversifier l'offre de services essentiels à Baie-Johan-Beetz? Les membres du C.A. sont unanimes à l'effet qu'il faut aller de l'avant avec l'annexion de la Coop et des bureaux municipaux. Au-delà du coût financier, l'expansion du projet se mesure aussi en d'innombrables heures de rencontres...

Troisième défi : les doutes. Les commentaires négatifs sur la viabilité du projet de la part d'une personne-ressource d'un regroupement de coopératives régional sèment un doute au sein du C.A. et de la population de Baie-Johan-Beetz. Afin de surmonter cet autre défi, le C.A. élabore des stratégies gagnantes, comme celle d'inclure la mairie de Baie-Johan-Beetz comme partie prenante du projet, ce qui donne accès à ses ressources financières, humaines et techniques. Cette dernière assure une aide financière annuelle qui permet le bon fonctionnement de la coopérative, sans compter le travail acharné des employé·e·s de la Coop et des

⁵ Les bénévoles veillent à vider le camion lors des arrivages, à transporter et à placer les denrées sur les tablettes, à faire le ménage, à entretenir à la cour (p. ex. pelletage), à entretenir la serre (plantation, arrosage, ouverture et fermeture des volets, désherbage, récolte, agrandissement du coin jardin), au recyclage (trier les bouteilles vides et défaire les boîtes de carton).

membres du C.A. Après dix ans de rayonnement de la Coop, aucun doute ne subsiste aujourd’hui quant au besoin de maintenir ce service essentiel à Baie-Johan-Beetz.

Quatrième défi : l’adhésion de la population aux pratiques de consommation locales. Avant la création de la Coop, en l’absence de commerces de proximité à Baie-Johan-Beetz, chacun·e avait développé ses propres pratiques de consommation. Il aurait été inconcevable de souhaiter que tous·tes embrassent la cause et consomment immédiatement localement. Pour certain·e·s, faire leur épicerie complète à la Coop est une vocation. Pour d’autres, la pratique n’est pas constante, malgré leur adhésion au projet. Pour une partie de la population, la consommation locale est ponctuelle et irrégulière, ce qui s’explique en partie par les rabais alléchants et les étals débordants des épiceries grandes surfaces de Havre-Saint-Pierre, de Sept-Îles et d’ailleurs. Cela même si, à la Coop, 2 % de rabais est appliqué sur les achats en épicerie pour les membres, et que certains produits sur ses tablettes ne se retrouvent nulle part ailleurs en Minganie et sur la Côte-Nord. Bref, la Coop doit mesurer et compter sur l’apport des passant·e·s d’autres communautés (innues, minganoises, nord-côtières ou d’ailleurs au Québec) pour s’assurer de sa viabilité. La clé est de toujours considérer et de répondre aux besoins spécifiques liés aux différentes clientèles afin de les fidéliser. Preuve de la réussite de cette stratégie d’accueil, d’accommodement et de rayonnement régional, en 2021, la Coop compte 360 membres, malgré une population locale de 78 personnes. Elle a donc une fonction régionale, voire même extrarégionale, certaines personnes de la Basse-Côte-Nord y faisant des commandes expédiées par bateau par exemple. Fait intéressant : le taux de participation aux assemblées générales annuelles est très élevé alors qu’en moyenne, entre 35 et 40 membres y participent activement en suivant les dossiers et les projets, en posant des questions, bref en s’intéressant aux tenants et aboutissants de la Coop. Cela représente une source de motivation pour les bénévoles et les employé·e·s.

Cinquième défi : le feu de forêt de juillet 2013. Le livre *Vision ou Réalité. « On n’y a vu que du FEU... Et des cendres »* (Tanguay, 2014) relate ce drame intensément vécu par les Baie-Johannais·es. Ce feu fit encourir à la Coop des pertes importantes. La route fermée et la population villageoise évacuée vers Havre-Saint-Pierre, l’électricité fut coupée pendant plusieurs jours. Pour les Baie-Johannais·es, si le village partait en fumée, il était impossible de s’imaginer vivre ailleurs. Cette inquiétude a duré plusieurs jours, jusqu’à ce que la population puisse réintégrer le village, épargnée par les flammes qui s’étaient approchées à moins de deux kilomètres.

Sixième défi : la réfrigération et les coûts de transport. À plusieurs reprises depuis l’ouverture de la Coop, le système de réfrigération brise, ce qui occasionne des problèmes et des pertes substantielles. Devant cette situation, les villageois·e·s acceptent de garder des denrées dans leurs propres congélateurs ou réfrigérateurs, ou les achètent carrément, ce qui permet de sauver une partie de la marchandise. Par contre, la réparation du système demande à chaque fois le déplacement de spécialistes venant de Sept-Îles, ce qui gruge les maigres profits de la Coop. Chaque imprévu, quel qu’il soit, amène son lot de dépenses liées aux coûts de transport faramineux.

Septième défi : la cohabitation. De nouveaux·elles résident·e·s à Baie-Johan-Beetz amènent de nouvelles visions et un défi d’adaptation de part et d’autre. Chacun·e apporte ses forces, ses faiblesses et ses idées, mais cela peut engendrer des tensions et des conflits avec la population d’accueil et les membres de l’équipe. La fragilité d’un petit milieu est mise à nue lors du départ d’une seule personne : ce qu’elle apportait à l’équipe laisse un trou béant. « Personne n’est irremplaçable » dit le dicton, mais ici,

ce n'est pas tout à fait vrai. Les conséquences sont lourdes à porter pour ceux et celles qui restent, comme une surcharge de travail combinée aux émotions liées au départ de cette personne qui ne peut laisser indifférent qui que ce soit à Baie-Johan-Beetz. Il s'agit d'une réalité partagée en Minganie (Guimond & Desmeules, 2019), mais également dans l'ensemble du Nord. Ajoutons que l'arrivée d'une nouvelle personne dans l'équipe oblige des ajustements selon ses besoins, ses compétences et ses aspirations. L'équipe est diversifiée : jeunes et moins jeunes, natifs ou personnes d'origine extérieure, bénévoles en tout genre pour favoriser l'inclusion. Dans une petite communauté, chaque personne occupe une place importante.

Dans ce contexte, les gants blancs sont de mise pour garder les relations cordiales, saines et durables. Les pièges de la communication doivent être évités. Depuis les débuts de la Coop jusqu'à aujourd'hui, cette cohabitation et cette conciliation demeurent fragiles et à peaufiner. Avec les nouveaux-elles résident-e-s et la clientèle innue qui augmente, les goûts peuvent changer au niveau des produits vendus. Il ne faut pas en oublier les besoins et les préférences de la clientèle de longue date, donc en même temps avoir le souci de desservir tout le monde. Il est primordial au conseil d'administration de faire des choix pour l'éventail des clientèles. Aussi, si quelqu'un dans l'équipe arrive avec l'énergie et l'intérêt pour développer tel ou tel volet de la Coop, par exemple agrandir la serre, on doit évaluer si l'investissement en vaut la peine et si cela restera viable, même après le départ de la personne qui en est l'instigatrice. Afin d'assurer une équipe stable et fonctionnelle qui souhaite rester en poste, il est d'autant plus important de régler les différends, car, comme ailleurs au Québec, Baie-Johan-Beetz n'échappe pas aux problèmes d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre. La situation financière de la Coop ne permet pas d'offrir des salaires élevés, ce qui fait en sorte qu'elle est moins compétitive dans l'offre d'emploi régional notamment. En revanche, c'est la qualité de vie qui relève des particularités du territoire nordique qui agit comme important facteur d'attraction et de rétention à Baie-Johan-Beetz.

Huitième défi ou aide improbable : la pandémie de la COVID-19. Quoique la pandémie de la COVID-19 fût des plus catastrophiques aux échelles mondiale, nationales et régionales, pour la Coop, elle a représenté une augmentation des ventes et une rétention des employé-e-s. D'abord, la période de confinement a permis aux résident-e-s de faire leur épicerie sans avoir à sortir du village. Ensuite, des personnes en visite ont décidé de prolonger leur séjour et de travailler à la Coop. Finalement, prenant exceptionnellement leurs vacances au Québec, les Québécois-e-s ont afflué sur la Côte-Nord et ont consommé localement, ce qui a engendré une hausse des ventes à la Coop.

5.2 L'élargissement de l'offre de services de proximité et la dynamisation locale

Compte tenu du succès de cette initiative locale, le désir d'élargir les activités de la Coop en développant d'autres volets d'activités que celui de « la mangeaille » émerge. Se pointe à l'horizon l'idée d'un jardin, en serre ou en plein air. Le chargé de projets de la Coop, le C.A. et les employé-e-s s'y attellent et développent ainsi le deuxième volet de la Coop. Des subventions pour l'aménagement de la serre, des services-conseils dispensés par le Grenier boréal de Longue-Pointe-de-Mingan, et par Agriboréal de Forestville permettent au personnel et aux bénévoles dédiés à la cause de partir une petite production, surtout de tomates, de concombres et de fines herbes, vendus à l'épicerie. La récolte est généreuse, malgré un climat nordique et

une saison estivale courte (Figure 5). Les enfants du village s'affairent aussi à la tâche par le truchement d'activités scolaires et communautaires (Figure 6).

Figure 5 : Photo d'employés qui enrichissent le sol, juillet 2021.



Source : Laurie Guimond, collection personnelle.

Figure 6 : Photo d'enfants qui offrent leur aide à la récolte des légumes des Serres de Marguerite, octobre 2019.



Source : Laurie Guimond, collection personnelle.

En 2020, un troisième volet voit le jour avec la mise sur pied d'un service de prêt-à-manger suite à l'arrivée au village d'un chef cuisinier. Le déploiement de ce projet fut facilité par l'implication d'une membre du C.A. de la Coop qui a trouvé du financement pour développer ce service. Aujourd'hui, quatre personnes employées par la Coop s'affairent à la cuisine communautaire de la salle

municipale prêtée par la municipalité, afin de fournir à la population locale et aux passant·e·s des plats santé à prix abordables, tout en encourageant la consommation de produits locaux.

D'autres projets coopératifs sont en cours d'élaboration et de concrétisation. Ils visent tous le développement social, économique et environnemental de Baie-Johan-Beetz et de la Minganie, à savoir un développement local, solidaire et durable. C'est d'ailleurs ces visées devenues réalité qui ont permis à la Coop, dès 2012, de remporter le Prix Ruralia-Desjardins visant à récompenser un projet d'initiative citoyenne rassembleur et novateur auquel s'accompagne un montant de 25 000 \$.

De sa mise en œuvre à ses projets futurs, le développement de la Coop rappelle le cycle vertueux de la dynamisation locale propre aux innovations sociales qui réussissent (Klein, 2014). La première étape de ce cycle est la mobilisation de la collectivité autour d'une initiative lancée par un individu ou un groupe, en l'occurrence le besoin de services de proximité à Baie-Johan-Beetz, ce qui mène en second lieu à une confrontation du collectif avec des acteur·rice·s divers·e·s pour obtenir les ressources nécessaires au projet, processus de renforcement de la solidarité locale. Enfin, cette expérience vient renforcer la conscience territoriale et donc la capacité sociale du collectif, et ce d'autant que le résultat (la Coopérative) bénéficie à la collectivité et participe à entretenir les liens sur le long terme. La Coop permet aussi de tisser de nouveaux liens que ce soit par l'implication de personnes récemment installées et d'autres établies depuis longtemps. Le territoire en ressort renforcé dans sa capacité à innover et à entretenir ce cycle.

En effet, les acteur·rice·s clés de la Coop n'avaient pas de modèle qui correspondait à leur réalité et à leurs besoins locaux. De plus, le projet et son contexte démogéographique ne cadraient pas dans les programmes d'appui gouvernementaux usuels offerts ailleurs au Québec, ce qui a obligé les artisan·ne·s de la Coop à développer des stratégies pour contourner ces limites, comme celle d'annexer les bureaux municipaux à la Coop. L'innovation sociale fut et est encore aujourd'hui le moteur de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz face à une « géographie adverse », entre autres pour contrer l'insécurité alimentaire touchant la Minganie (Élie-Leonard & Doyon, 2019) comme d'autres régions au Québec (Doyon & Klein, 2019). Et si la géographie dite défavorable était plutôt une condition permettant les innovations sociales ? Et si la fragilité, induite par la distance, l'éloignement et la dispersion, était force, plutôt que contrainte ?

6.0 Interprétations et pistes de réflexion : le pouvoir d'agir des petites communautés nordiques qui déploient de grands projets

Le récit de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz démontre à quel point les forces vives locales ont su développer les moyens pour assurer les services de proximité, qui prennent forme à travers la création de lieux de consommation et de socialisation, qui favorisent la connivence et la concertation, et qui servent de leviers pour d'autres projets de développement. Ce récit, à l'image de celui d'autres initiatives entreprises dans des communautés rurales, comme celle du P'tit Bonheur de Saint-Camille, place la Coop en tant que leader du développement local de Baie-Johan-Beetz (Klein et al., 2015). Les clés du succès de cette initiative citoyenne sont multiformes : volonté de vivre à Baie-Johan-Beetz et d'occuper le territoire ; synergie entre les acteur·rice·s ; audace et persévérance vis-à-vis des défis autrement démobilisant ; développement des savoirs et compétences ; quête commune d'un

mieux-vivre local ; refus de l'inertie. Il va sans dire qu'il n'y a pas de recette miracle à la pérennité de ce modèle de développement qui repose entre autres sur la solidarité et un don de soi, tant dans les phases préparatoires, opératoires que de celles de développement. Le sentiment d'appartenance et l'attachement à leur milieu de vie, puis le développement d'une identité propre chez les Baie-Johannais-es, nouveaux-elles comme ancien-ne-s, propulsent la synergie locale et accroissent la résistance face au déclin, aux inégalités, à la dévitalisation et à l'accaparement des ressources locales par des intérêts extrarégionaux.

À l'heure des bilans, 10 ans après la création de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz, d'autres défis guettent son épanouissement. Malgré son succès, la Coop reste précaire : difficulté d'attirer et de retenir la main-d'œuvre ; essoufflement des membres bénévoles et des employé-e-s ; renouvellement des membres du C.A. nécessitant une représentation intergénérationnelle ; besoin de main-d'œuvre spécialisée (comptabilité, gestion, marketing, communications...) ; augmentation des coûts de transports ; lourdeur bureaucratique, administrative et fiscale ; visions divergentes de la mission et du développement de la coopérative, etc. Les ventes s'estomperont-elles à la fin de la pandémie de la COVID-19, si baisse de touristes il y a, ou encore, si les pratiques d'acheter localement tombent ? Ajoutons que la sélection des produits qui jonche les tablettes de l'épicerie Les Choix de Marguerite est surprenante, passant des produits locaux (fruits de mer, thé, gomme de sapin, petits fruits...), aux produits exotiques des marchés nationaux et internationaux, aux plats cuisinés dignes des grands restaurants, et à l'impressionnante sélection de vins québécois et importés. Trouver l'équilibre entre ce désir de diversification pour combler une certaine clientèle et les traditions alimentaires locales n'est pas toujours aisé. Comment éviter l'embourgeoisement rural qui peut exclure socialement et économiquement certaines populations ? Comment répondre aux besoins de tous-tes et assurer l'accessibilité de la Coop en la maintenant rentable, à tout le moins viable ? Ce sont là des questions qui sont à l'ordre du jour d'un agenda déjà bien chargé.

Chose certaine, la pérennité de ce service de proximité est grandement tributaire de la vitalité de la communauté en général. Bien que la volonté communautaire et politique que Baie-Johan-Beetz ne soit pas annexée à Havre-Saint-Pierre soit fortement affirmée, la situation sociodémographique oblige à repenser certains services. Aujourd'hui, seuls deux élèves sont inscrits à l'école Saint-François-Régis, ce qui astreindra fort probablement le Centre de services scolaires de la Moyenne-Côte-Nord à suspendre les services jusqu'à nouvel ordre. La pénurie de main-d'œuvre en santé oblige aussi l'interruption sporadique des services du CLSC de Baie-Johan-Beetz. La rareté, voire l'absence de logements freine l'établissement de nouvelles familles, et ce, malgré un fervent désir d'attirer et d'accueillir des jeunes et moins jeunes dans la communauté (Visages régionaux, 2021a et b). La population est vieillissante, ce qui engendre un besoin de services spécialisés pour qu'elle puisse demeurer à Baie-Johan-Beetz.

Dans ce territoire sensible, les plus grands projets de développement se déploient à une petite échelle qui rayonne largement. Ils sont locaux, mis sur pied par et pour les habitant-e-s de ce territoire, pour leur propre intérêt et non pour ceux d'ailleurs. Force est d'admettre qu'au fil du temps, les origines géographiques et sociales des Baie-Johannais-es se sont diversifiées. Il est évident que ce territoire a un pouvoir d'attraction, d'autant plus que les sociétés contemporaines sont hypermobiles, ce qui est exacerbé dans le Québec du Nord. Les possibilités accrues de mobilités (moyens

de locomotion, accès aux nouvelles technologies de l'information et des communications...) incitent les populations à se déplacer, mais aussi à rester. Le potentiel d'innovation généré par les populations mobiles permanentes ou temporaires n'est pas à négliger: la circulation accrue de personnes amène de nouvelles idées, connaissances et compétences qui sont réinvesties dans les communautés d'accueil (Carson et al., 2016; Guimond & Desmeules, 2019; Kilpatrick et al., 2011). Ainsi, dans la mobilité même se trouve peut-être le gage d'une stabilité qui contribue à l'ancrage. Accepter et reconnaître cette mobilité, voire continuer de l'encourager est peut-être une avenue développementale, parce que, malgré les paradoxes qu'elle suscite, elle demeure essentielle au dynamisme et à la vitalité des milieux nordiques.

L'appel à textes de ce numéro spécial rappelle combien « le territoire peut ainsi être vu comme la base pour envisager de façon ascendante une société plus juste et intégrée à diverses échelles, soit comme un élément qui façonne des phénomènes sociaux et non pas simplement comme une surface neutre où se développent ces phénomènes » (Alberio & Klein, 2020, p. 2). Si la Coop s'épanouit encore aujourd'hui, c'est parce qu'elle est ancrée dans un territoire fortement investi par sa population, ce qui lui sert d'assise et permet son émancipation sociale, économique et environnementale. Bien que l'action collective soit locale, cela n'empêche pas qu'elle soit réfléchie et qu'elle se déploie globalement, puis qu'elle justifie le besoin de politiques de développement adaptées aux réalités des communautés nordiques de petite taille. Il importe de déployer des politiques d'aménagement du territoire qui permettraient de mieux mettre en valeur les spécificités des milieux nordiques et de réduire ainsi les obstacles liés à leurs conditions géographiques particulières actuellement peu considérées aux échelles régionale et extrarégionale.

Ainsi entre le centre et la périphérie, il y a un entre-deux où s'articulent un pouvoir d'agir, un pouvoir de redéfinir les relations entre le Nord et le Sud et surtout, de réaffirmer le Nord par des initiatives innovantes de développement. L'expérience de la Coop révélée par une description dense démontre que les innovations sociales naissent en réponse aux forces centre-périphérie et en réaction aux inégalités socioterritoriales qui en découlent. Les clés d'un développement équitable et fécond entre le Nord et le Sud sont ancrées dans le lichen de la « périphérie » septentrionale, plutôt que dans les gratte-ciels du « centre » méridional. C'est le pari qu'ont fait les acteur-ric-e-s de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz pour assurer un mieux-vivre à l'échelle locale. Le développement des capacités d'action s'est tressé au fil du temps et des défis surmontés, ce que Dumont nomme de l'innovation autodidactique (2021). Cette entreprise d'économie sociale porte ses fruits à partir de compétences individuelles complémentaires mises à profit pour le bien commun, et ce, malgré des différends, parce les Baie-Johannais-es ont choisi d'occuper le Nord. L'équipe rassemble des « leaders, des pionniers ou innovateurs, parfois “ résistants ou alternatifs ” et qui peuvent être des fédérateurs, des catalyseurs d'actions collectives » (Rieutot, 2021, p. 6), comme le chargé de projet de la Coop.

Le modèle de développement capitaliste et mercantiliste classique où les ressources du Nord sont exploitées et exportées au Sud pour le Sud doit être réinventé pour assurer une répartition des richesses plus juste, ce qui permettrait de contourner certains défis, en plus d'accroître les possibilités de faire du développement dans les communautés nordiques. À cela se pose un risque d'uniformisation et d'homogénéisation des milieux de vie au profit du centre hégémonique. C'est le cas

des petites communautés nordiques, comme celles de Baie-Johan-Beetz qui, grâce à leur isolement relatif et au profond sentiment d'appartenance de ses habitant·e·s, ont su préserver leurs identités culturelles, historiques et régionales. Elles sont toutefois à risque de perdre le potentiel attractif de leurs spécificités encore trop peu valorisées.

Or, sans l'appui annuel de la municipalité qui injecte des sommes récurrentes à la Coop, sommes provenant des redevances versées par Hydro-Québec à la suite d'ententes conclues lors des négociations du chantier hydroélectrique de la rivière Romaine, qu'advendrait-il de la Coop ? D'autres rivières devront-elles être harnachées ? D'autres mines exploitées ? D'autres forêts coupées ? D'autres eaux (sur-)pêchées ? Récemment, les communautés innues et minganoises ont dit *non* au développement d'une mine d'uranium, à l'exploration pétrolière et gazière sur l'île d'Antiscosti et à la construction de centrales hydroélectriques sur la rivière Muteshekau (Magpie). Une des raisons derrière ces choix est que ce type de développement entrave les raisons pour lesquelles elles habitent ce territoire, tant les Innu·e·s qui y vivent depuis des millénaires, que les Nord-Côtier·ère·s depuis près de deux siècles, et les populations plus récentes qui ont fait le choix d'y élire domicile. Si le territoire est bousillé à jamais par des mégaprojets, il n'y a plus de raison d'habiter le Nord. D'où la difficile conciliation des différentes formes de développement territorial, en particulier dans les régions rurales marginalisées où l'innovation sociale est modulée par l'interdépendance des acteur·rice·s et des savoirs locaux et externes (Kluvankova et al., 2021). Le milieu de vie qu'est le Nord pose de sérieux défis d'habitation, de cohabitation et d'occupation (Guimond et al., à paraître). Et malgré les intempéries, la vie parvient à s'installer, à s'ancrer dans le lichen, à l'instar de l'expérimentation citoyenne de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz qui offre une alternative de développement faite sur mesure pour ce territoire.

Remerciements

Nous exprimons notre gratitude à Raymonde Bourque, Martin Côté, Myriam Lafleur, Sylvain Roy et l'équipe de la Coopérative de solidarité de Baie-Johan-Beetz pour les discussions, les réflexions et les données qui ont alimenté l'écriture de cet article. Nous remercions également Florent Amat, Juan-Luis Klein, Matthieu Roy et les deux personnes qui l'ont évalué de manière anonyme, pour leurs judicieux conseils et apports.

Références

- Alberio, M. (2015). Les initiatives locales et les défis des acteurs du milieu face aux coupes et aux changements actuels. [Local initiatives and the challenges of local actors in the face of current cuts and changes]. *Organisations et Territoires*, 24(3), 5361. <https://doi.org/10.1522/revueot.v24i3.90>
- Alberio, M., & Klein, J.-L. (2020). Innovation socio-territoriale et modèles innovateurs de développement : le défi de la justice sociale et environnementale. Appel à contributions pour un numéro spécial de la revue. [Socio-territorial innovation and innovative development models: The challenge of social and environmental justice]. *Journal of Rural and Community Development*, 1-6.

- Carson, D. A., Brouder, B., & de la Barre, S. (2017). Editorial: Communities and new development paths in the sparsely populated North. *Journal of Rural and Community Development*, 12(2/3), i–xi.
- Carson, D. A., Cleary, J., de la Barre, S., Eimermann, M., & Marjavaara, R. (2016). New mobilities – new economies? Temporary populations and local innovation capacity in sparsely populated areas. In A. Taylor, D. B. Carson, P. Ensign, L. Huskey, R. O. Rasmussen, & G. Saxinger (Eds.), *Settlements at the edge: Remote human settlements in developed nations* (pp. 178–206). Cheltenham, United Kingdom: Edward Elgar.
- Carson, D. B., & Carson D. A. (2014). Local economies of mobility in sparsely populated areas: Cases from Australia’s spine. *Journal of Rural Studies*, 36, 340–349. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2013.10.011>
- Chartier, D. (2018). *Qu'est-ce que l'imaginaire du Nord? Principes éthiques*. [What is the imagined North? Ethical principles]. Montréal et Harstad (Norvège) : Imaginaire Nord et Arctic Arts Summit.
- Costey, P. (2003) Description et interprétation chez Clifford Geertz. La thick description chez Clifford Geertz. [Description and interpretation by Clifford Geertz. The thick description by Clifford Geertz]. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, (4), 103–108. <https://doi.org/10.4000/traces.3903>
- Desbiens, C. (2015). *Puissance Nord : Territoire, identité et culture de l'hydroélectricité au Québec*. [Power North: Territory, identity and culture of hydroelectricity in Quebec]. Québec : Presses de l'Université Laval. <https://doi.org/10.7202/1036640ar>
- Doloreux, D., & Dionne, S. (2008). Is regional innovation system development possible in peripheral regions? Some evidence from the case of La Pocatière, Canada. *Entrepreneurship and Regional Development*, 20(3), 259–283. <https://doi.org/10.1080/08985620701795525>
- Doyon, M., & Klein, J.-L. (dir.) (2019). *Pour la sécurisation alimentaire au Québec : Perspective territoriale*. [For food security in Quebec : Territorial perspective]. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Doyon, M., Klein, J.-L., & Tremblay, P.-A. (2020). Community action against marginalization: The case of a rural social enterprise in the village of Saint-Camille, Quebec. In E. Nel, & S. Pelc (Eds.), *Responses to geographical marginality and marginalization. Perspectives on geographical marginality* (pp. 23–44), vol. 5. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-030-51342-9_3
- Dumont, G.-F. (2021, 25 mai). *Des milieux de vie...peuvent-ils renaître ?* [Living environments...cant they be reborn?] Conférence présentée lors de la série de webinaires Les milieux de vie au cœur du développement des territoires et de l'innovation sociale, organisée par le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et la Chaire de recherche du Canada en innovation sociale et développement des territoires (ISDÉT).

- Élie-Leonard, J. & Doyon, M. (2019). L'autonomisation alimentaire en milieu géographique adverse. Le cas du Grenier boréal en Minganie. [Food empowerment in an adverse geographical environment: The case of Grenier boréal in Minganie]. Dans M. Doyon, & J.-L. Klein (dir.), *Pour la sécurisation alimentaire au Québec : Perspective territoriale* [For food security in Quebec : Territorial perspective]. (pp. 117–132), Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Fontan, J.-M. & Klein, J.-L. (2020). Le *buen vivir* : une nouvelle scène territoriale pour la transformation sociétale ? [*Buen vivir*: A new territorial scene for societal transformation?]. Dans M. Juan, J.-L. Laville, & J. Subirats (dir.), *Du social business à l'économie solidaire* [From social business to solidarity economy] (pp. 217–232), Toulouse : Éres.
- Fournis, Y. (2018). La gouvernance des régimes de ressources dans trois secteurs. [The governance of resource regimes in three sectors]. Dans Y. Fournis, M.-J. Fortin, G. Brisson, G., Chiasson, & M.-C. Prémont (dir.), *L'économie politique des ressources naturelles au Québec: régimes de ressources et territoires dans trois secteurs* [The political economy of natural resources in Quebec: Resource regimes and territories in three sectors] (p. 187-208), Québec: Presses de l'Université Laval.
- Geertz, C. (1998). La description dense. [The dense description]. Traduit par A. Mary. *Enquête. Archives de la Revue Enquête*, (6), 73–105. <https://doi.org/10.4000/enquete.1443>
- Gombay, N. (2013). « Oubliez la faune et la flore et vivez par l'argent » : le Plan Nord, l'économie et le développement nordique. [“Forget the fauna and flora and live by money”: the Plan Nord, the economy and northern development]. *Géographie, économie, société*, 15(4), 327–344. <https://doi.org/doi:10.3166/ges.15.327-344>
- Guimond, L. (2007). L'identité en Basse-Côte-Nord francophone : un moteur de vitalité ? [Identity in the French-speaking Lower North Shore: a driving force of vitality?]. *Francophonies d'Amérique*, (23–24), 203–229. <https://doi.org/10.7202/1005398ar>
- Guimond, L., & Desmeules, A. (2019). Choosing the northern periphery: Paradoxes in the ways of dwelling of new residents of Eastern Minganie (North Shore, Québec, Canada). *Population, Space and Place*, 25(6). <https://doi.org/10.1002/psp.2226>
- Guimond, L., Lapierre, N., Mesténapéo, Y., Couture-Cossette, M., & Bellehumeur, C. (à paraître). Mamuapat cohabiter au bout de la route : entre communautés et territoire, *Cahiers de géographie du Québec*. Numéro spécial Périphérie du XXI^e siècle.
- Halseth, G., Markey, S., Ryser, L., & Manson, D. (2016). *Doing community-based research: Perspectives from the field*, Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Hamelin, L.-E. (1975). *Nordicité canadienne*. [Canadian nordicity]. Montréal: Hurtubise HMH.

- Hamelin, L.-E. (2000). Le Nord et l'hiver dans l'hémisphère boréal. [The North and winter in the boreal hemisphere]. *Cahiers de géographie du Québec*, 44(121), 5–25. <https://doi.org/10.7202/022879ar>
- Harrisson, D., & Klein, J.-L. (2007). *L'innovation sociale : émergence et effets sur la transformation des sociétés*. [Social innovation. Émergence and effects on the transformation of societies]. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Harwood, S., Wensing, E., & Ensign, P. C. (2016). Place-based planning in remote regions: Cape York Peninsula, Australia and Nunavut, Canada. In A. Taylor, D. B. Carson, P. C. Ensign, L. Huskey, R. Ol Rasmussen, & G. Saxinger (Eds.), *Settlements at the edge: Remote human settlements in developed nations* (pp. 124–150). Cheltenham and Northampton: Edward Elgar Publishing.
- Herbert, S. (2010). A taut rubber band: Theory and empirics in qualitative geographic research. In D. DeLyser, S. Herbert, S. Aitken, M. Crang, & L. McDowell (Eds.), *The SAGE handbook of qualitative geography* (pp. 6–81), London: SAGE Publications Ltd.
- Institut de la statistique du Québec (ISQ). (2021). La Côte-Nord ainsi que ses municipalités régionales de comté (MRC). Profils statistiques par région et MRC géographiques.
- Kinossian, N. (2018). Planning strategies and practice beyond growth. *European Planning Studies*, 26(2), 365–375. <https://doi.org/10.1080/09654313.2017.1361606>
- Kilpatrick, S., Johns, S., Vitartas, P., & Homisan, M. (2011). Mobile skilled workers: Making the most of an untapped rural community resource. *Journal of Rural Studies*, 27(2), 181–190. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2011.01.003>
- Klein, J.-L. (2011). Économie sociale et territoire en contexte de mondialisation. Le développement par l'initiative locale. [Social economy and territory in the context of globalization: Development through local initiative]. Dans G. Bellemare & J.-L. Klein (dir.), *Innovation sociale et territoire* [Social innovation and territory] (pp. 175–194), Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L. (2014). Innovation sociale et développement territorial. [Social innovation and territorial development]. Dans J.-L. Klein, J.-L. Laville, & F. Moulaert (dir.), *L'Innovation sociale* [Social innovation] (pp. 115–142), Toulouse : Érès.
- Klein, J.-L., Bussièrès, D., Caillouette, J., Doyon, M., Fontan, J.-M., Tremblay, D.-G., & Tremblay, P.-A. (2015). Sainte-Camille : Récit d'une expérience de co-construction de la connaissance. [Sainte-Camille: Story of an experience of co-construction of knowledge]. *Les Cahiers du CRISES, Études de cas*, ES1505.
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M., & Champagne, C. (2011). Les initiatives locales et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. [Local initiatives and the fight against poverty and exclusion]. Dans J.-L. Klein, & C. Champagne (dir.), *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion* (pp. 13–29), Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Klůvankova, T., Nijnik, M., Spacek, M., Sarkki, S., Perlik, M., Lukesch, R., Melnykovych, M., Valero, D., & Brnkalakova, S. (2021). Social innovation for sustainability transformation and its diverging development paths in marginalised rural areas. *Sociologia Ruralis*, 61(20), 344–369. <https://doi.org/10.1111/soru.12337>
- Llena, C. (2011). L'expérience de Saint-Camille au Québec ou comment dynamiser un territoire par la force de la convivialité et de la réciprocité ? [The experience of Saint-Camille in Quebec or how to energize a territory by the force of conviviality and reciprocity?] *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*. <https://doi.org/10.4000/vertigo.11290>
- Mansvelt, J., & Berg, D. L. (2016). Writing qualitative geographies, constructing meaningful geographical knowledges. In I. Hay (Ed.), *Qualitative research methods in human geography* (pp. 394–421). Don Mills: Oxford University Press.
- Markey, S., Breen, S.-P., Wodden, K., & Daniels, J. (2015). Evidence of place: Becoming a region in rural Canada. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39(5), 874–891. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12298>
- Mary, A. (1998). De l'épaisseur de la description à la profondeur de l'interprétation. [From the thickness of description to the depth of interpretation]. *Enquête. Archives de la Revue Enquête*, (6), 57–72. <https://doi.org/10.4000/enquete.1433>
- Ministère des Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (MAADNC). (2019). Statistiques du Registre des Indiens, Premières Nations du Québec, 31 décembre 2019. <https://fnp-ppn.aadnc-aandc.gc.ca/FNP/Main/Index.aspx?lang=fra>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2021). Minganie. Répertoire des municipalités. Québec, Gouvernement du Québec. <https://www.mamh.gouv.qc.ca/repertoire-des-municipalites/fiche/mrc/981/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, (MAMH). (2018). Indice de développement 2018. Région de la Minganie, Côte-Nord. Québec, Gouvernement du Québec. <https://www.mamh.gouv.qc.ca/developpement-territorial/indices-connaissances-et-outils/indices/indice-de-vitalite-economique/>
- MRC de Minganie. (2013). *La pauvreté et l'exclusion sociale en Minganie. Portrait et plan d'action*. [Poverty and social exclusion in Minganie]. Havre-Saint-Pierre: MRC de Minganie.
- Municipalité de Baie-Johan-Beetz. (2021). Statistiques compilées par la municipalité.
- Neumeier, S. (2012). Why do social innovations in rural development matter and should they be considered more seriously in rural development research? – Proposal for a stronger focus on social innovations in rural development research. *Sociologia Ruralis*, 52(1), 48–69. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9523.2011.00553.x>
- Paillé, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. [Grounded theory analysis]. *Cahiers de recherche sociologique*, (23), 147–181. <https://doi.org/10.7202/1002253ar>

- Petrov, A. (2012). Redrawing the margin: Re-examining regional multichotomies and conditions of marginality in Canada, Russia and their northern frontiers. *Regional Studies*, 46(2), 59–81. <https://doi.org/10.1080/00343404.2010.485180>
- Peuziat, I., Brigand, L., Arenas, F., Núñez, A., & Salazar, A. (2012). L'isolement géographique: contrainte ou opportunité pour les territoires? Regards croisés en Patagonie chilienne. [Geographical isolation: constraint or opportunity for territories? Viewpoints in Chilean Patagonia]. *Norois*, (225), 47–59. <https://doi.org/10.4000/norois.4336>
- Poelina, A., Brueckner, M., & McDuffie, M. (2021). For the greater good? Questioning the social licence of extractive-led development in Western Australia's Martuwarra Fitzroy River region. *The Extractive Industries and Society*, 8(3), 100827. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2020.10.010>
- Rieutort, L. (2021). Les territoires gagnants du développement local quelle géographie ? Quels facteurs géographie? Quels facteurs de réussite ? [The winning territories of local development. What geography? What success factors?]. *Population & Avenir*, 4(754), 4–7. <https://doi.org/10.3917/popav.754.0004>
- Rivard, É., & Desbiens, C. (2011). Le Plan Nord, monstre à deux têtes et autres chimères géographiques. [Plan Nord, Two-headed monster and other geographic Chimeras]. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(1), 83–89. <https://doi.org/10.7202/1012710ar>
- Rodon, T., & Therrien, A. (2017). Quels modèles de développement pour le Québec nordique? [The search for development models for Northern Quebec]. *Recherches sociographiques*, 58(2), 447–470. <http://dx.doi.org/10.7202/1042170ar>
- Sack, R. D. (1993). The power of place and space. *Geographical Review*, 83(3), 326–329. <https://doi.org/10.2307/215735>
- Simard, M. (2016). Les petites localités rurales de l'Atlantique : une analyse sous l'angle de la fragilité et de la fragilisation territoriale. [Small rural towns in the Atlantic: an analysis from the perspective of fragility and territorial fragility]. *Revue de l'Université de Moncton*, 47(1), 101–147. <https://doi.org/10.7202/1039048ar>
- Statistique Canada. (2006). Baie-Johan-Beetz. Recensements de 1971 à 2021. Ottawa : Statistique Canada.
- Tanguay, A.-M. (2022). *Quand j'étais chez mon père: l'histoire d'un village: Baie-Johan-Beetz*. Baie-Johan-Beetz, chez l'auteure.
- Tanguay, A.-M. (2014). *Vision ou Réalité. « On n'y a vu que du FEU... Et des cendres »*. Baie-Johan-Beetz. Québec, Canada : l'auteure.
- Turgeon-Pelchat, C., & Richardson, M. (2015). Mobilisations autour de la réorganisation des services sociosanitaires en région rurale et éloignée : causes, conséquences et enjeux de gouvernance à partir du cas de la Minganie. Présentation lors du colloque Enjeux et défis liés à la santé et aux services sociaux en régions rurales, éloignées et isolées, Acfas 2015.

- Visages régionaux. (2021a). *Le magnétisme de Baie-Johan-Beetz*. Série de 3 épisodes de balado réalisé pour le compte de la municipalité de Baie-Johan-Beetz. <https://www.baiejohanbeetz.qc.ca/>
- Visages régionaux. (2021b). *Baie-Johan-Beetz Un cœur magnétique sur la Côte-Nord*. Magazine réalisé pour le compte de la municipalité de Baie-Johan-Beetz. <https://www.baiejohanbeetz.qc.ca/le-magnetisme-de-baie-johan-beetz-magazine/>
- Vodden, K., Gibson, R., & Baldacchino, G. (Eds.). (2015). *Place peripheral. Place-based development in rural, island, and remote regions*. St. John's, Newfoundland and Labrador, Canada: ISER Books.
- Waitt, G. (2016). Doing foucauldian discourse analysis – Revealing social realities. In I. Hay (Ed.), *Qualitative research methods in human geography* (pp. 288–312). Don Mills, Ontario, Canada: Oxford University Press.